



Liberté • Egalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION HAUTS-DE-FRANCE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Hauts-de-France

Service Information
Développement Durable
Évaluation environnementale

Affaire suivie par :
Salima HECHAM
Tél : 03 20 40 55 03

Le Directeur Régional

à

M. Michel MICHAUX

80 Boismont

(jean-japtiste.michaux@laposte.net)

Lille, le

19 DEC. 2017

prenom.nom@developpement-durable.gouv.fr

BORDEREAU D'ENVOI

Nature des pièces	Nombre de pièces	Observations
Décision de non soumission à étude d'impact du projet de création d'un Boisement à Boismont (80)	1	Pour notification

Pour Le Directeur Régional
L'Adjointe à la cheffe du service IDDEE


Paule FANGET



PRÉFET DE LA RÉGION HAUTS-DE-FRANCE

Direction régionale
de l'environnement,
de l'aménagement
et du logement
Hauts-de-France

Service
Information, Développement
Durable et Évaluation
Environnementale

Décision d'examen au cas par cas n° 2017-1950
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

Le Préfet de la région Hauts-de-France
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 21 avril 2016, nommant M. Michel Lalande, Préfet de la région Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 avril 2017 donnant délégation de signature en matière d'évaluation environnementale des projets à M. Vincent Motyka, Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France;

Vu l'arrêté ministériel en date du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n° 2017-1950, déposé complet le 24 novembre 2017 par Monsieur Michel Michaux, relatif au projet de création d'un boisement sur la commune de Boismont, dans la Somme ;

Considérant que le projet, qui consiste à créer un boisement d'une superficie totale de 3,32 hectares sur une terre agricole, relève de la rubrique 47° c) du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas les premiers boisements d'une superficie totale de plus de 0,5 hectare ;

Considérant que le boisement projeté est dans la continuité d'un boisement existant qu'il complétera sans engendrer d'impact négatif significatif sur le paysage ;

Considérant que le boisement est situé en partie dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type 1 n° 220 014 326 « marais, prairies, bocage et bois entre Cambron et Boismont », dans la ZNIEFF de type 2 n° 220 320 035 267 « plaine maritime de Picardie », à proximité d'un corridor écologique arboré et à 560 mètres environ de la zone spéciale de conservation n°2200346 « estuaire et littoral picards » et qu'il n'engendrera pas d'impact négatif significatif sur la biodiversité ;

Considérant que le boisement, localisé dans le site inscrit du littoral picard, n'aura pas d'impact négatif significatif sur le paysage ;

Considérant que le boisement, implanté à proximité d'une zone à dominante humide d'importance internationale (dite zone Ramsar), n'engendrera pas d'impact négatif significatif sur les nappes souterraines et devrait permettre de réduire les risques d'érosion des sols et de ruissellement ;

Considérant que les essences composant le boisement seront le Hêtre, le Charme, le Chêne sessile, le Merisier et le Bouleau sycomore, espèces retenues dans la continuité des bois existants ;

Considérant dès lors que le projet n'est pas de nature à créer des incidences négatives notables sur l'environnement et la santé;

DÉCIDE

Article 1^{er} :

Le projet de création d'un boisement de 3,32 hectares sur la commune de Boismont, déposé par Monsieur Michel Michaux, n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 :

La secrétaire générale pour les affaires régionales et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée sur le site Internet de la DREAL Hauts-de-France.

Fait à Lille, le **06 DEC. 2017**

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur régional de l'environnement,
de l'aménagement et du logement,
Le Directeur régional adjoint

Yann GOURIO

1. Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

Préfecture de la région Hauts-de-France

12 rue Jean-Sans-Peur – 59800 LILLE

(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

2. Décision dispensant le projet d'étude d'impact

Recours gracieux :

DREAL Hauts-de-France

44 rue de Tournai - CS 40259 - 59019 LILLE CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Ministère de la Transition Écologique et Solidaire

Tour Pascal et Tour Sequoïa A et B - 92055 La Défense CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

Tribunal administratif de Lille

5 rue Geoffroy Saint-Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE CEDEX

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

